

# Roms : un dossier inextricable, des surenchères politiques

LE MONDE | 23.08.2013 à 10h44 • Mis à jour le 23.08.2013 à 12h27 | Par [Jean-Baptiste de Montvalon](#) et [Elise Vincent](#)

*Roms : tout dire ?*, s'était interrogé l'hebdomadaire *Marianne*, à la "une" de son édition sortie en kiosques le 10 août. Dix jours plus tard, *Valeurs actuelles* ne s'est embarrassé d'aucun point d'interrogation, dans son édition du 22 août. "*Roms, l'overdose*", a tranché le "*magazine de la droite qui s'assume*", ainsi qu'il se définit sur son compte [Twitter](#).

Surplombant les mots-clés "*assistanat*" et "*délinquance*", ainsi qu'un logo de caravane cerclé et barré de rouge, cette manchette a suscité de nombreuses réactions indignées. A [commencer](#) par celle du [Parti socialiste](#) qui, à la veille de son université d'été à La Rochelle – dont l'un des thèmes majeurs est la bataille contre l'extrême droite – a publié, mercredi 21 août, un communiqué titré "*Halte à l'overdose xénophobe*". Le PS dénonce une couverture "*indigne, anti-républicaine (...), manifestation d'une campagne [politique](#) intolérante et intolérable*". "*Attaque diffamatoire, infondée, qui relève de l'intimidation et de la calomnie*", a répliqué l'hebdomadaire par la voix de son directeur général, Yves de Kerdrel, en brandissant la menace d'une action en [justice](#).

## RADICALISATION DES ESPRITS ET DES MOTS

Cette prise de position éditoriale est nouvelle, en France, sur le sujet des Roms, pour un magazine grand public. Elle est un signe supplémentaire d'une radicalisation des esprits et des mots, après un mois de juillet émaillé de dérapages verbaux sur les gens du [voyage](#), avec lesquels les Roms sont souvent confondus. L'aboutissement d'un trouble apparu à [partir](#) de 2007, lorsque la [Roumanie](#) et la [Bulgarie](#) ont adhéré à l'[Union européenne](#), et fortement attisé par le discours de Grenoble de [Nicolas Sarkozy](#), à l'été 2010.

Avec le grossissement des campements aux abords des villes au fil des ans, les Roms sont progressivement devenus l'objet de nombreuses tensions, notamment locales, avec les problèmes de voisinages, et sociales, avec l'implication grandissante d'associations pour leur [venir](#) en [aide](#). Jusqu'à l'été 2010, où Nicolas Sarkozy s'empare du sujet pour en [faire](#) une problématique d'ordre national.

L'ancien chef de l'Etat développe alors l'idée selon laquelle c'est en multipliant les démantèlements de campements illégaux que le sort des Roms sera résolu. Une comptabilité précise des expulsions est tenue. Une aide financière, créée en 2006 – dite "aide au retour" – de 150 euros par adulte est en plus accordée pour [inciter](#) les Roms à [repartir](#).

## LA POLITIQUE RÉPRESSIVE N'A PAS EU LES EFFETS ESCOMPTÉS

Cette politique répressive n'a pas eu les effets escomptés. Toutes les enquêtes ont démontré que les expulsions n'avaient pas fait [baisser](#) le nombre de Roms – de

l'ordre de 15 000 en France, un chiffre stable – et qu'elles avaient surtout participé à dégrader leurs conditions de vie sanitaires et sociales. La délinquance des mineurs roumains – surtout des vols à la tire – a, elle, explosé dans la capitale, malgré une coopération policière accrue entre [services](#) de [police](#) français et roumains.

Alors qu'ils ont été d'inlassables pourfendeurs de l'action de M. Sarkozy envers les Roms, les socialistes ne changent pas fondamentalement de cap lorsqu'ils arrivent au [pouvoir](#). A l'été 2012, Manuel Valls, ministre de l'intérieur, annonce qu'il entend [poursuivre](#) la politique de démantèlement des campements illégaux. C'est seulement après l'émoi suscité dans la nouvelle majorité par sa décision qu'une inflexion a lieu.

Ce changement d'approche est consacré par la publication d'une circulaire, le 26 août 2012, censée mieux [organiser](#) les évacuations de terrains illicites afin d'en [limiter](#) les effets pervers et [favoriser](#) l'intégration des Roms. Fruits d'une minutieuse concertation avec le monde associatif, ce texte prévoit notamment de réaliser un "diagnostic" de la situation des familles avant l'expulsion. L'idée est d'[essayer](#) de repérer celles qui pourraient intégrer des programmes d'insertion et de [sortir](#) les autres de la rue en les orientant a minima vers des logements d'urgence en dur temporaires, comme l'exige le code de l'action sociale.

Lire l'entretien : ["Il faut éviter de penser qu'il s'agit 'd'intégrer les Roms', on intègre seulement 'des familles'"](#)

## **IMPUISSANCE DES RESPONSABLES POLITIQUES**

Mais un an après la publication de cette circulaire, le bilan est très mitigé. Le texte est diversement appliqué selon les régions, et le nombre de familles sorties de la rue est faible. L'une des raisons est liée au refus de beaucoup de familles d'être séparées des autres membres de leur clan. Un bilan qui vient [acter](#) une forme d'impuissance des responsables politiques, à régler ou améliorer la situation des Roms, nourrit la surenchère et participe à la "libération" de la parole, comme sur la couverture du magazine *Valeurs actuelles*.

*"Le FN se nourrit souvent de l'impuissance publique"*, relève Jérôme Fourquet. Selon le directeur du département opinion de l'IFOP, les Français seraient *"très majoritairement"* favorables au démantèlement des campements illégaux tout en étant, dans une moindre mais forte proportion, conscients que ce n'est qu'une façon de *"déplacer le problème"*.

Pour Stéphane Rozès, président du cabinet conseils, [analyses](#) et perspectives (CAP), *"les Roms occupent une place à part car il y a l'idée – très exagérée – d'un refus de sédentarisation"*, analyse-t-il. *"Cette question rom est un élément parmi d'autres qui creuse peu à peu un fossé entre la droite républicaine et la droite de la droite"*, conclut-il.